

Doc. 10818
25 janvier 2006

Allemagne: procédures d'obtention de la citoyenneté spécifiques pour les musulmans

Question écrite n° 482 au Comité des Ministres
présentée par M. Mercan

Le 14 décembre 2005, le ministère de l'Intérieur du Land de Bade-Wurtemberg (Allemagne) a annoncé le lancement d'un nouveau questionnaire destiné aux étrangers de confession musulmane désireux d'acquérir la nationalité allemande.

Malgré les vives critiques soulevées par ce projet, le ministère l'a mis à exécution à compter du 1^{er} janvier 2006.

Dans ce nouveau questionnaire, les étrangers de confession musulmane demandant la nationalité allemande ont à répondre à une longue liste de trente questions concernant leurs opinions politiques, culturelles et sociales qui vont de «Pensez-vous qu'une femme doit obéir à son mari et qu'il peut la battre si elle désobéit?» et «Autoriseriez-vous votre fille à participer aux cours de sport et de natation à l'école?» à «Les auteurs des attentats du 11 septembre étaient-ils des combattants de la liberté ou des terroristes?». Le questionnaire se termine par un avertissement que doit signer le demandeur, indiquant que des réponses volontairement fausses peuvent entraîner plusieurs années après le retrait de la nationalité allemande.

Les autorités du ministère de l'Intérieur ont précisé que le questionnaire concernait seulement les demandeurs originaires de 57 pays islamiques et que cette procédure ne serait appliquée aux autres demandeurs que dans des cas exceptionnels;

Ce type de questions portent atteinte non seulement aux droits individuels des personnes concernées, mais constituent en outre une discrimination à l'égard de toutes les personnes de confession musulmane. De plus elles font peser une suspicion générale sur tous les musulmans en laissant entendre que ceux-ci oppriment les femmes et sympathisent avec les terroristes. Dès lors, ce questionnaire qui vise sélectivement les personnes de confession musulmane au mépris de tous les principes démocratiques devrait être supprimé.

Sur la base des éléments et des considérations ci-dessus,

Mr Mercan
Demande au Comité des Ministres,

Quelles mesures le Comité des Ministres compte prendre pour amener les autorités allemandes à abandonner cette procédure discriminatoire.

*Signé*¹:

MERCAN, Murat, Turkey, PPE/DC

¹ SOC: Groupe socialiste
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GDE: Groupe des démocrates européens
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
NI: non inscrit dans un groupe